Résumé de l'histoire politique de l'Espagne entre 1700-1788

Entre 1700 et 1788, l'Espagne connaît une transformation politique profonde, marquée par la fin de la dynastie des Habsbourg et l'arrivée des Bourbons sur le trône. Cette période débute avec la Guerre de Succession d'Espagne (1701-1714), un conflit international majeur déclenché à la mort du roi Charles II, dernier Habsbourg d'Espagne, mort sans héritier. Dans son testament, Charles II désigne Philippe d'Anjou, petit-fils de Louis XIV de France, comme successeur. Cela provoque l'opposition de plusieurs puissances européennes, craignant une union trop étroite entre la France et l'Espagne.

La guerre s'achève par les traités d'Utrecht (1713) et de Rastatt (1714), qui confirment Philippe V comme roi d'Espagne, à condition qu'il renonce à ses droits au trône de France. L'Espagne perd cependant de vastes territoires européens, notamment les Pays-Bas espagnols, Naples, Milan et la Sardaigne, qui passent à la maison d'Autriche et à d'autres puissances (comme Gibraltar à l`Angleterre).

Le règne de Philippe V (1700-1746), le premier roi bourbon d'Espagne, marque le début d'une centralisation du pouvoir inspirée du modèle français. À travers les Décrets de Nueva Planta (1707-1716), il abolit les anciennes lois et institutions des royaumes de la Couronne d'Aragon (Catalogne, Valence, Aragon et Majorque), imposant un système administratif unifié centré à Madrid, fondé sur le modèle castillan.

Sous son règne et celui de ses successeurs, l'Espagne adopte des réformes politiques, administratives et économiques destinées à renforcer l'État. La monarchie bourbonienne favorise un absolutisme plus efficace, la modernisation de l'armée, la réorganisation des finances publiques et le renforcement du contrôle sur les colonies américaines.

Après Philippe V, son fils Ferdinand VI (Fernando VI, 1746-1759) poursuit une politique de neutralité extérieure et de réformes intérieures modérées. Son règne est marqué par la paix, la stabilisation économique et des efforts de rationalisation administrative. Il s'appuie sur des ministres éclairés, comme le marquis de la Ensenada.

Son demi-frère, Charles III (Carlos III, 1759-1788), lui succède et devient l'un des plus grands rois réformateurs de l'Espagne moderne. Influencé par les idées des Lumières, Charles III mène une politique de despotisme éclairé. Il applique de vastes réformes économiques, sociales et politiques visant à moderniser le pays : développement des infrastructures, libéralisation du commerce, expulsion des jésuites (1767), réforme de l'éducation, rationalisation de l'administration et encouragement de l'agriculture et de l'industrie.

Son règne est aussi marqué par une politique extérieure active, notamment la participation de l'Espagne à la guerre d'indépendance américaine aux côtés de la France, contre la Grande-Bretagne. Charles III cherche à redonner à l'Espagne un rôle de puissance européenne et coloniale majeure.

En somme, la période 1700-1788 est celle d'une transition profonde : l'Espagne passe d'un empire en déclin, marqué par des structures féodales, à une monarchie centralisée, réformiste et influencée par les idées des Lumières, préparant ainsi le terrain aux changements plus profonds qui surviendront à la fin du XVIIIe siècle.

ESPAGNE 1808-1901

I. La guerre d'indépendance et la première expérience libérale (1808-1814)

Comment vont se passer des *Pactes de famille* à la Guerre d'indépendance ?

Depuis le début du 18ème siècle, avec la finalisation de la Guerre de succession (qui donne le pouvoir au premier Bourbon espagnol, Philippe V), les relations internationales de l'Espagne sont déterminées par les *Pactos de familia* (Bourbons françaises et espagnols). Mais, lorsque commence la Révolution française, l'Espagne dirigée par Charles IV (1788-1808), déclare la guerre à la France. Quand le roi confie le pouvoir à un jeune ambitieux protégé par la reine: Godoy, l'Espagne signe des accords (traité de San Ildefonso, 1796) avec la France révolutionnaire. De cette alliance on dérive aussi la bataille de Trafalgar (défaite franco-espagnole) et le traité de Fontainebleau, 1807. Le complot de El Escorial et du palais d' Aranjuez révèlent les désaccords entre Godoy, le roi et le prince Ferdinand.

Avec l'excuse d'occuper le Portugal, les troupes françaises pénètrent l'Espagne en 1808. Après avoir contraint le roi d'Espagne Charles IV et son fils Ferdinand à abdiquer en sa faveur à Bayonne (mai 1808), Napoléon donne le trône d'Espagne à son frère Joseph Bonaparte. José I, *Pepe Botella,* gouvernera avec un groupe d'espagnoles nommés Afrancesados, qui pensent que la France peut contribuer à moderniser la nation. Le texte le plus important de son gouvernement est *el Estatuto de Bayona,* bien qu'il s'agisse d'une charte octroyée, contient des dispositions qui tranchent avec le passé: les privilèges sont abolis, les libertés individuelles garanties, y compris la liberté de la presse ; la torture est supprimée, suppression de l'Inquisition et des juridictions seigneuriales. Cette loi ne sera jamais appliquée.

L'occupation de Madrid par le général français Murat provoque le soulèvement populaire le 2 mai 1808. Pour y répondre, le lendemain, Murat exerce une répression terrible. Dès lors, partout en Espagne la population se soulève contre l'occupant.

Quels sont les débuts du libéralisme en Espagne dans un contexte de guerre?

Pourquoi les *Cortes* de Cadix sont la grande expression du premier libéralisme espagnol ?

La guerre d'indépendance d'Espagne se déroule de 1808 à 1813. La plupart des Espagnols, animés par un sentiment national, vont lutter contre les Français. Malgré l'appui anglais et la victoire initiale de Bailén, la guerre des Espagnols se va baser dans l'action de la guérilla (forme de lutte irrégulière).

En même temps, la guerre contre l'occupation française ouvre un processus politique révolutionnaire. En absence du roi, il faut trouver des mécanismes politiques**.** D'abord, à partir de mai 1808 se produit la formation de *Juntas locales* (Oviedo, Saragosse, Séville, Valence). Un gouvernement insurgé, une *Junta central*, s'installe à Séville, puis à Cadix (appui de la Royal Navy Britannique).

Après a lieu la convocation de *Cortes* extraordinaires (septembre 1810) selon un mode nouveau : élection de députés par rapport à la population. Dû aux circonstances de la guerre, la composition des Cortes est favorable aux idées libérales, étant Cadix la ville la plus « ouverte » idéologiquement du pays. La convocation des *Cortes* donne lieu à des transformations politiques extraordinaires : dès la première séance des Cortes apparaissent les principes de base du futur texte constitutionnel : la souveraineté nationale et la séparation des pouvoirs

Les Cortes décident de rédiger une constitution qui sort du compromis imposé par la composition des Cortes en différents groupes idéologiques: Députés libéraux, Modérés, Absolutistes. Cette composition variée conduit à la rédaction d'une constitution basiquement libérale, mais qui apporte aussi des principes conservateurs:

• Éléments novateurs : souveraineté nationale, séparation des pouvoirs, chambre unique, suffrage universel masculin indirect, pouvoir royal limité (monarchie parlementaire), droits individuels (liberté, égalité civile, propriété), *Milicia nacional.*

• Éléments de tradition : veto royal, inviolabilité et caractère sacré de la personne royale, catholicisme d'État (religion officielle).

En parallèle à l'approbation de la Constitution, des lois sont votées aux Cortes qui confirment la mise en place d'un système libérale (et le final de l'Ancien régime) : abolition de l'Inquisition, des droits seigneuriales, liberté de la presse, suppression des guildes, libertés économiques.

Révolution française et Napoléon

II. Ferdinand VII et la restauration absolutiste (1814-1833)

Pourquoi le règne de Ferdinand VII va-t-il à basculer entre l'absolutisme et le libéralisme?

Finalisée la guerre en 1814, Ferdinand VII récupère le trône. On commence une répression féroce contre les *afrancesados* et les libéraux. De cette façon, il reprend le pouvoir absolu. En

Europe, la défaite napoléonienne se manifeste dans le Congrès de Vienne et la formation de la Sainte Alliance crée un contexte favorable à la Restauration de l'absolutisme.

Cependant, les destructions provoquées par la guerre, l'indépendance des colonies d'Amérique, le déficit de l´État, et la répression, stimulent une ambiance d'instabilité qui provoque une réaction du secteur libéral de l'armée: le *pronunciamiento* de Riego (1er janvier 1820).

Quel est le défi du Triennat libéral (1820-1823)?

Le *pronunciamiento* de Riego en Cabezas de San Juan (Seville) avec les troupes destinés à la guerre en Amérique propice que les principales villes se soulèvent et forment des *juntas*, réclamant le rétablissement de la constitution de 1812. Le roi cède, jure la Constitution et les Cortès sont rétablies. Pendant cette période, s'établit avec clarté la division du libéralisme espagnol entre modérés : compromis avec la monarchie pour assurer la liberté individuelle et l'ordre (Martínez de la Rosa, partisan d'un renforcement du pouvoir exécutif et du bicaméralisme), et exaltés : favorables à une application intégrale des réformes de Cadix

Le roi conspire, et s'appuyant dans l'aide extérieure de la Sainte Alliance (Cent Mille Fils de Saint Louis), met fin par la force au triennat libéral et rétablit l'Absolutisme.

Quelles sont les difficultés de Ferdinand VII pendant *Década Ominosa* (1823-1833)?

Ferdinand VII relance la répression féroce contre les libéraux : exécutions (los Coloraos de Almería, Torrijos à Málaga, Mariana Pineda a Grenade). En tout cas, le régime est incapable de faire face aux difficultés économiques derivés du effondrement des ressources de l'Etat. Face à la situation chaotique de l'Espagne, les colonies américaines en profitèrent et gagnèrent progressivement leur indépendance au fil des années. La conséquence fondamentale c'est la multiplication des oppositions au roi dans une contexte européen plus liberal (Révolution de juillet 1830 en France) mais aussi contre-révolutionnaires: les cercles plus conservateurs se concentrent autour le frère du roi, Carlos María Isidro. Dans ce contexte se produit la mort de Ferdinand VII en 1833.

Restauration bourbonienne de Louis XVIII et Charles X

Monarchie de Juillet (Louis Philippe d'Orléans)

III. Les régences de Maria cristina de Borbón et de Espartero (1833-1843)

Pourquoi les progressistes organisent des pronunciamientos pendant la régence de MC?

Après la mort du roi, en 1833, sa fille Isabel II a trois ans, et sa mère, la reine María Cristina de Borbón, est régente. Carlos María de Isidro, frère du roi, ne reconnais pas la succession (La Pragmática sanción, qui abroge la Ley sálica), et compte avec les absolutistes, les ultra catholiques et les partisans des fueros. Ces appuis forcent la régente à compter sur les libéraux, qui entrent dans le gouvernement.

Éclate alors une guerre civile, la première guerre Carliste, qui dure de 1834 à 1839, qui connaît les affrontements les plus violents au nord, une zone majoritairement carliste (Navarre, Pays basque, Aragon, Catalogne). La guerre s'achève avec el abrazo de Vergara, protagonisé par le général Espartero, qui inclut l'intégration des officiers carlistas dans l'armée isabelina, et l'engagement à maintenir les fueros.

En parallèle à la guerre, María Cristina nomme gouvernement libéraux modérés. Avec Cea Bermúdez, promulgue une amnistie pour les libéraux persécutés par Fernando VII, ou nommé à Javier de Burgos ministre pour redéfinir la carte administrative de l'Espagne avec la répartition en provinces. Avec Martínez de la Rosa, continue l'ouverture du régime: la liberté de la presse, quoique limitée; la *milicia nacional* est rétablie, et, surtout, on approuve le *Estatuto Real* de 1834. Même très conservateur par rapport à la Pepa, le *Estatuto Real* reprend le libéralisme politique. C´est une charte octroyée qui réglementait la convocation de Cortes extrêmement élitistes, tant au niveau de leur composition (noblesse, clergé, fonctionnaires, officiers de l'armée de haut rang et haute bourgeoisie), et pour le mode d'élection, au suffrage censitaire restrictif. De plus, il accordait à la Couronne un large pouvoir législatif et de veto, et pouvait même dissoudre librement les Cortes.

Mais le caractère modéré du gouvernement force les libéraux progressistes à organiser des pronunciamientos. En 1835, le libéral progressiste Juan Álvarez de Mendizábal approuvé une législation clé pour démanteler le système juridique, économique et social de l'Ancien Régime : la loi de désamortissement des biens ecclésiastiques suppose une énorme perte de pouvoir pour l'Église, et l'intégration de la terre dans le système bourgeois capitaliste. En plus, les nouvelles *Cortes* rédigèrent une nouvelle Constitution, celle de 1837, destinée à satisfaire à la fois les libéraux progressistes et les modérés. D'une part, il proclame la souveraineté nationale et accorde des droits individuels, mais d'autre part, il maintient un pouvoir exécutif fort entre les mains du

roi, qui a également des pouvoirs législatifs et le droit de veto et de suspension des Cortès; a établi un Cortes bicaméral, avec un Congrès élu au suffrage censitaire et un Sénat de nomination royale.

En tout cas, la régente appui le parti modéré, et en 1840 un nouveau *pronunciamiento* progressiste provoque la démission de María Cristina et son exil. Le général Espartero, grand vainqueur de la guerre carliste, et liberal progressiste, devient le nouveau régent.

Quelle est la raison de la brièveté de la régence du général Espartero ?

Le général Espartero reste régent de 1840 à 1843. C'est le premier cas de la grande présence politique des militaires dans la vie du libéralisme espagnol. Ce sont des militaires qui ont participé à la guerre d'indépendance au à la guerre carliste. Une fois au pouvoir, il a gouverné de manière très autoritaire, sans coopérer avec les *Cortes*. Cela lui a fait perdre une grande partie de son soutien. En 1841, il approuva un tarif *(arancel)* avec lequel le marché espagnol était ouvert aux produits textiles anglais. Cela a provoqué une vive protestation de la part des travailleurs du secteur textile catalan, car ils voyaient leurs intérêts sérieusement menacés. Espartero a procédé à une répression sévère contre les manifestants, allant même jusqu'à bombarder la ville de Barcelone. Cet épisode a fini par limiter le prestige d'Espartero. En 1843, les généraux Serrano et Narváez ont mené le soulèvement militaire. Après quelques affrontements, Espartero s'embarque pour l'Angleterre.

Monarchie de Juillet de Louis Philippe d'Orléans (1830-1848)

IV Le règne d'Isabel II : la Década moderada (1843-1868)

Quelles caractéristiques a le libéralisme conservateur du règne d'Isabel II ?

Pour mettre fin à l'instabilité politique associée aux régences, les Cortès ont reconnu la majorité d'Isabel, alors qu'elle n'avait que treize ans. On commence 25 ans de règne (1843-1868). En 1846, la reine est mariée avec son cousin Francisco de Asís de Borbón. La guerre des matiners, la deuxième guerre carliste, est un conflit guerrier qui se déroule principalement en Catalogne entre 1846 et 1849. Cela était dû à l'échec des tentatives d'épouser Isabel II avec le prétendant carliste.

Depuis 1844, les gouvernements d'Isabel II ont un caractère très modéré. C'est la Década Moderada (1844-1854). L'homme fort du régime est le général Narváez. Le libéralisme modéré a entrepris la tâche de construire une structure d'État libérale en Espagne selon les principes du

centralisme et de l'uniformité. La Constitution de 1845 reste en vigueur jusqu'en 1869. C'est une constitution d'une tendance très conservatrice. Quelques caractéristiques: charte des droits, bien que ceux-ci puissent être limités par un développement législatif ultérieur. Le principe de la souveraineté partagée est établi. Comme en 1837, les Cortes sont composées de deux organes, le Sénat et le Congrès des députés. Le Sénat était composé de membres à vie élus directement par le roi parmi les élites de la noblesse, du clergé, de l'armée et de l'administration. Les membres du Congrès des députés étaient élus au suffrage censitaire. La reine se réserve la possibilité de pouvoir dissoudre cette chambre à volonté. L'exclusivité de la religion catholique est déclarée et l'État est obligé de maintenir l'Église

Les relations avec l'Église, très endommagés par la guerre carliste et le désamortissement, ont été rétablies avec le Concordat de 1851 avec Rome, par lequel le Pape a reconnu Isabel II comme la reine légitime d'Espagne, et en acceptant la perte des terres enchères. En contrepartie, l'État a promis de financer l'Église et de lui céder le contrôle de l'éducation.

Une réforme fiscale et financière a été entreprise dans le but de rationaliser le système fiscal (ministre Alejandro Mon). Ils ont procédé à l'unification du système juridique, en approuvant le Code civil et pénal. La La milicia nacional est abolie, mais la Guardia civil est créée; la censure accrue de la presse et les droits politiques et syndicaux sont limités; Pour contrôler les compétences municipales, la loi sur l'administration locale a été approuvée, prévoyant que les maires des municipalités de plus de 2 000 habitants et des capitales provinciales seraient nommés directement par la Couronne. La réforme de l'Administration centrale organise la fonction des gouverneurs civils comme représentants du gouvernement central dans les provinces. Fusion des grandes banques (Banco de Isabel II et Banco de San Fernando) en formant le Banque d´Espagne. Finalement, la loi d´éducation (création des écoles primaires et lycées) (ministre Claudio Moyano)

L'autoritarisme du gouvernement modéré a provoqué la réorganisation des progressistes, l'apparition du Parti démocrate et de l' Union liberal, parti de centre fondé par le général O'Donnell. Dans le pronunciamiento de l'été 1854 à Vicálvaro, Madrid (la Vicalvarada). O´Donnell publie le manifeste du Manzanares (écrit par le jeune homme politique Canovas del Castillo), qui propose de revoir la loi électorale , instituer un jury pour les délits de presse, freiner les excès de la centralisation et rétablir la moralité dans la vie publique. Avec le soutien populaire des Juntas, Isabel II est forcée de retirer le pouvoir des modérés et de le remettre au général Espartero, laissant O'Donnell comme ministre de la guerre.

Quelle est l'importance de la période du Bienio Progresista (1854-56)?

Les élections organisées à la suite sont gagnées par O'Donnell et sa Unión Liberal, et les progressistes, partis qui gouverneraient conjointement pendant ces deux années. C´est le *Bienio progresista* (1854-1856). Le gouvernement dirigé par Espartero a élaboré une législation visant à établir les bases de la modernisation économique du pays, comme la loi de désamortissement de biens municipaux (Madoz), la loi sur les chemins de fer, et la loi sur les banques et les sociétés de crédit. Ce sont des lois qui ouvrent le pays aux inversements étrangers, surtout anglais, français, et belge, et très importants pour le développement industriel et minier espagnol de la seconde moitié du 19ème siecle.

Malgré les réformes, le Bienio s'est déroulé dans un climat constant de conflit social, accentué par l'épidémie de choléra de 1854, les mauvaises récoltes, la hausse des prix et les affrontements entre employeurs et travailleurs (1855, première grève générale en Catalogne). Les classes populaires, déçues par le non-respect des promesses faites en 1854, et les démocrates, ont retiré leur soutien aux progressistes. En juillet 1856, Espartero démissionne et la reine charge O'Donnell de former un nouveau gouvernement.

Quelles circonstances économiques, sociales et politiques expliquent la chute de Isabel II ?

Cette étape finale du royaume de isabel II est contrôlée par l'Unión liberal de O'Donnell. C'est une période de prospérité économique (construction ferroviaire, banques et les sociétés de crédits, développement de l ´ industrie textile catalane et hauts fourneaux à Vizcaya, secteur minier des Asturies et de l'Andalousie). Le gouvernement, profitant de la croissance économique et détournant l'opinion publique des problèmes internes, mène une politique étrangère active. Des actions militaires ont été développées en l'Indochine, au Mexique, bien que la plus importante ait été celle du Maroc, qui a répondu à la tentative d'expansion coloniale en Afrique du Nord.

Entre 1863 et 1864, une forte crise économique éclata en Espagne. O'Donnell, incapable de gérer la situation, et en raison de la pression du Parti Modéré, a démissionné en 1863. La crise commença avec la faillite des compagnies de chemin de fer, en raison d'une faible rentabilité; elle s'est poursuivie avec l'effondrement du secteur textile, conséquence du manque de coton qui a provoqué la guerre civile américaine; à cela, il faut ajouter le krach des bourses européennes de 1866; enfin, les mauvaises récoltes, la hausse des prix des produits agricoles et l'expansion de la faim ont contribué à créer l'environnement idéal pour l'éclatement d'une nouvelle révolution. On produit des émeutes dans les campagnes d ´ Andalousie et des protestations sociales (contre les *consumos* et *quintas*).

Entre 1864 et 1868, les gouvernements de Narvaez et d'O'Donnell, accusés de corruption et despotisme, sont incapables de résoudre les problèmes du pays et d'accepter une alternance du pouvoir avec les progressistes. Une série d'événements politiques très graves, y compris la répression étudiante de 1865, au cours de laquelle la police a assassiné neuf étudiants (nuit de san Daniel), ou le soulèvement de la caserne de San Gil la même année, avec soixante-six officiers qui ont été abattus, aggrave la crise. Enfin, le prestige de la reine Isabel II est minime, accusé de corruption, d'une vie privée scandaleuse et de dépasser les limites constitutionnelles.

De larges secteurs de la société s'accordent sur la nécessité de renverser la situation. Afin de détrôner la reine et de convoquer Cortes constituants au suffrage universel, les progressistes, les démocrates et les républicains ont signé un accord connu sous le nom de Pacte d'Ostende en août 1866. La mort d'O'Donnell et de Narváez en 1867 et 1868 respectivement, finit par laisser Isabel II complètement seule. La révolution qui détrôna Isabel II éclata en septembre 1868 au cri de ¡Viva l'Espagne con honor!, et dirigée par l'amiral Topete et les généraux Prim et Serrano. Avec la révolution, la Gloriosa, des *juntas* révolutionnaires se sont immédiatement formées dans de nombreuses villes espagnoles, organisant la révolution et recherchant le soutien populaire. Isabel II s'exile en France, d'où elle ne reviendrait jamais.

Le Second Empire de Napoléon III

Le Sexenio democrático 1868-1874

Quel régime politique a émergé de la révolution de 1868 et pourquoi a-t-il échoué ?

Après la Gloriosa, en sept 1868, le pouvoir politique était exercé par le junta révolutionnaire de Madrid, qui a confié le pouvoir au général Serrano et il s'est empressé de prendre des mesures pour stabiliser la révolution. Pour cela, il constitue un gouvernement provisoire. Parmi les revendications des juntas (locaux et provinciaux), Serrano a approuvé le suffrage universel, la liberté d'association et de réunion et la liberté de la presse. Mais il n'a approuvé ni la suppression des quintas ni la suppression de la taxe de consumos. La peseta est établie comme nouvelle unité de compte. Ce gouvernement provisoire, dirigé par Serrano, convoque les Cortes constituants, élus, pour la première fois, au suffrage universel masculin au plus de 25 ans.

Les Cortes élus signent la Constitution de 1869 : C'est une constitution très démocratique : le titre Premier qui occupe un tiers du texte est une déclaration des droits individuels : la liberté de la presse, d'association et de réunion, l'inviolabilité du domicile, la liberté d'enseignement et la liberté de culte. La division des pouvoirs et la décentralisation organisaient l'État. Le cœur de la vie politique se situait aux Cortes, bicaméraux (Sénat et Congrès), élues au suffrage universel. Les Cortès étaient les seules dépositaires de la souveraineté de la nation, et le monarque constitutionnel régnait mais ne gouvernait pas. La démocratisation politique touche également les municipalités, les diputaciones et les colonies.

Après la promulgation de la Constitution, le général Serrano fut nommé régent et Prim prit en charge la Présidence du gouvernement et se mit à la recherche d'un roi pour l'Espagne, avec l'opposition déclarée des républicains et des carlistes. Finalement, le candidat élu fut le candidat soutenu par Prim, Amadeo I de Savoie, fils du roi italien Victor Emmanuel II. Le fait d'être le fils de celui qui avait orchestré l'unification italienne en la basant sur une monarchie constitutionnelle avait joué en sa faveur.

Amadeo I occupe le trône de janvier 1871 jusqu'en février 1873, deux années durant lesquelles il doit immédiatement faire face à de graves difficultés. Quatre jours avant son arrivée, son principal protecteur, Prim, fut assassiné. L'Espagne perdait ainsi celui qui avait servi d'intermédiaire entre les différentes forces politiques. Le troisième soulèvement carliste en 1872, pour faire face à Amadeo. L´insurrection de Cuba a commencé en 1868 (Guerre de Dix Ans, l´indépendance est déjà un intérêt économique pour les États Unis, et même la bourgeoisie locale). De plus, l'opposition des partisans d'Alphonse, le fils d'Isabel II, dirigés par Cánovas del Castillo, des républicains, du monde ouvrier... Tout ceci met en évidence le manque de soutien populaire du roi.

L'instabilité politique et les dissensions entre les partis au pouvoir se manifestent dans les élections générales et les six gouvernements différents que connut ce court règne.

Face à cette situation, Amédée I abdique en février 1873. Le lendemain, le Congrès des députés et le Sénat réunis en assemblée nationale proclament la République. La plupart des parlementaires se sont résignés : après l'échec de la monarchie constitutionnelle, ils constatent que la République est la seule formule possible.

Quels sont les principaux défis de la première République espagnole ?

Il existe deux tendances principales dans le républicanisme espagnol. D'une part, les unitaires, qui souhaitent pour l'Espagne une administration centralisée. Menés par Emilio Castelar, ils sont globalement plus conservateurs dans leurs idées politiques et sociales. Les fédéraux (Nicolás Salmerón, Pi y Margall), d'autre part, conçoivent l'Espagne comme une fédération basée sur un pacte d'Etats régionaux historiques. Pour eux, la République est une promesse de libération ; elle signifie liberté syndicale, protection sociale, droits des ouvriers, cession de la terre à ceux qui la travaillent…

Les élections de mai 1873 ont donné un écrasante majorité républicaine, mais l' abstention très élevée, proche de 60%, reflétait le peu de soutien réel que le République. Peu de temps après, l'inattendu démission du premier président Estanislao Figueras, est devenue président de Pi y Margall. Leader des republicaines federalistes, Pi i Margall aprouve l´abolition de l'esclavage dans les colonies, des lois sociales, la suppression des quintas remplacées par le volontariat. Le projet de Constitution fédérale établit une république confédérale de 17 États et plusieurs territoires outre-mer, chacun avec sa propre Constitution. Le pouvoir législatif est formé par deux chambres, toutes deux d' élection directe, avec un Sénat composé de quatre représentants par État et le pouvoir judiciaire préside une Cour suprême composée de trois magistrats de chaque État. La Constitution, fortement influencée par les États-Unis, a donné de grands pouvoirs au président. Une déclaration complète des droits, comprenant l'affirmation pour la première fois de l'État laïc, a scandalisé l'Église et a opposé la République à de nombreux catholiques.

Mais la Constitution n'est jamais entrée en vigueur. Dans les premiers jours de juillet, l'insurrection cantonale s'est déchaînée et le pays est entré dans un processus révolutionnaire qui a fini par provoquer en premier lieu la démission de Pi y Margall. Le cantonalisme mêlait aspiration à l'autonomie communautaire et espoir de transformations sociales. Un peu partout dans la région de Valence, Murcie et en Andalousie, des villes, voire de simples villages proclament leur « indépendance », créant une situation proche de l'insurrection (spécialement important à Cartagena, Murcia).

Le nouveau président, Nicolás Salmerón, a entamé un virage à droite. Il donna les pleins pouvoirs à l'armée qui, dirigée par des généraux conservateurs tels que Martínez Campos et Pavía, réduisait une à une les foyers du soulèvement. Salmerón a accepté de rétablir la peine de mort, mais il a préféré démissionner avant de signer deux condamnations à mort. Il a été remplacé par Emilio Castelar, le quatrième et dernier président, qui a accentué le virage autoritaire. Castelar, républicaine unitaire, aura des pouvoirs extraordinaires afin qu'il trouve une solution aux graves

crises politiques et militaires. Il suspendit les garanties constitutionnelles. L'armée prend un pouvoir grandissant.

Le 3 janvier 1874, lorsque Castelar est battu dans une motion de confiance, on produit un pronunciamiento planifié par l'opposition conservatrice et les généraux. Le général Pavía, capitaine général de Madrid, fit entrer des troupes au Congrès et annonça la formation d'un gouvernement militaire d'urgence, présidé par le général Serrano. C'était, en fait, la fin de la Première République.

La I république dure 1 an, de fev 1873 à janvier 1874. Pourquoi? À l'insurrection de Cuba à partir de 1868, et de la troisième guerre carliste (depuis 1872) on doit ajouter les grèves ouvrières et l'occupation de terres par les paysans (le mouvement prolétaire est déjà un fait; en 1868, s'organise la Première Internationale, et en 1870 se forme la Federación Regional Española de la AIT, de tendance anarchiste). A ces circonstances, il faut ajouter le phénomène du cantonalisme et l 'opposition des partis monarchistes (organisé par Cánovas del Castillo).

Avec la Constitution de 1869 suspendue et les Cortes fermés, le général Serrano ne réussit pas à stabiliser le régime pendant l'an 1874. Le manifeste de Sandhurst, en décembre 1874, proclamait les intentions d'Alfonso de Borbón de tourner en Espagne comme roi constitutionnel. Le 31, le pronunciamiento du général Martinez Campos à Sagunto donne le coup de grâce au Sexenio Democrático.

Le III république - La Commune

La Restauration sous Alfonso XII et la régence de MC de Habsburg (1875-1901)

Comment s'est organisé le système politique de la Restauration entre 1875 et 1898 ?

Le *pronunciamiento* de Martínez Campos à Sagunto, décembre 1874, met fin à la Première république et restaure la monarchie Bourbon dans la figure d' Alphonse XII. On commence une longue période historique appelée "Restauration", qui inclus la Constitution de 1876, la plus durable de notre histoire, le règne d'Alphonse XII, la régence de María Cristina de Habsburgo et le règne d'Alphonse XIII, avec la dictature de Primo de Rivera, pour finir en 1931, avec la proclamation de la Deuxième République.

Après le *pronunciamiento* de Martínez Campos, Cánovas del Castillo, chef du parti conservateur, et qui a rédigé le manifeste de Sandhurst, a pris en charge en 1875 le soi-disant ministère-régence en attendant l'arrivée du Alfonso. Les Cortes constituantes sont convoqués au suffrage universel, mais des instructions précises sont données pour les contrôler. Le résultat est une victoire écrasante pour le parti conservateur de Cánovas, qui détient 85% des sièges.

La Constitution de 1876 est l'ouvrage principal de ces Cortes. C´est un texte flexible visant à permettre de gouverner de manière stable aux parties qui acceptent le système, quelle que soit son inspiration clairement conservateur. En elle est recueillie la déclaration des droits et devoirs de la constitution de 1869, mais dans la pratique, ils étaient limités, en particulier les droits d'impression, expression, et association. Le principe de souveraineté partagée établit que le pouvoir de légiférer réside à «Las Cortes con el Rey». La séparation des pouvoirs: le pouvoir législatif réside dans les Cortes bicaméral: le Sénat (une part de nomination royal), et le Congrès, élu au suffrage direct, mais le système de vote sera le parti au pouvoir qui déterminera par la loi électorale (de type censitaire ou universel). Le pouvoir exécutif est exercé par la Couronne par l'intermédiaire des ministres. Le pouvoir judiciaire est indépendant. Le centralisme est accentué parce que les conseils municipaux sont contrôlés par le gouvernement et les fueros basques sont abolies. La question religieuse est résolue en reconnaissant le confessionnalisme catholique du pays et la garantie du maintien du culte et du clergé, et de la reconnaissance d'autres croyances mais sans manifestations publiques.

L’objectif principal du principal de Cánovas del Castillo est de garantir la stabilité politique et la paix intérieure dans le pays face aux conflits des étapes précédentes. La stabilité politique reposait, à l’image du modèle anglais, sur une alternance pacifique au pouvoir entre deux grandes forces politiques libérales, considérées comme des partis dynastiques : le parti conservateur (modéré, dirigé par Cánovas del Castillo jusqu’à son assassinat en 1897) et le parti libéral (progressiste, dirigé par Sagasta jusqu’en sa mort 1903). Bien que les deux ont des caractéristiques communes (défense de la monarchie et de l'ordre social et politique établie), présentent également des différences (en droit d'association et de presse (plus ouvert pour les libéraux), dans les politiques économiques, dans le rôle de l'Église (plus clerical pour les conservateurs) ou dans le droit à vote (les libéraux appuient le suffrage universel masculin), par exemple).

Pour que le système fonctionne, il fallait l'accord des deux parties et l'implication de la Couronne dans le système politique en tant qu'arbitre des parties. Le *turnismo* commence en 1881, lorsque Sagasta remplace Cánovas dans le gouvernement; mais la consolidation définitive a eu lieu en 1885 après la mort d'Alphonse XII et la signature du "*Pacto de El Pardo*", qui implique la

continuité du système pendant la régence de María Cristina de Habsburgo, la veuve de Alfonso. Le fonctionnement était le suivant:

Lorsque le parti au pouvoir est soumis à une forte pression interne, le roi appelle à gouverner l'autre parti.

Le roi accorda au nouveau président du gouvernement le décret de dissolution des Cortes.

De nouvelles élections sont en cours de préparation et de manipulation pour que le résultat satisfait le nouveau gouvernement et respecte l'opposition: majorité au parti au pouvoir, un nombre important au parti d'opposition et sous-représentation des autres partis non dynastiques.

Le fonctionnement du système reposait sur la falsification électorale. Cette manipulation électorale a été réalisée avec deux mécanismes: l' encasillado (les forces politiques ont négocié et distribué les nominations de députés entre les partis dynastiques), et le *pucherazo* (manipulation ou la modification des résultats électoraux). Toute cette manipulation était possible grâce à l'existence du *caciquismo*. Le *caciquismo* est la relation politique qui s'établissait entre le *cacique*, un homme puissant au niveau local qui joue le rôle d'intermédiaire, et la population. Le *caciquismo*, qui utilise des pratiques illégales (intimidations, violences, quelques fois aidées par la guardia civil, manipulation des listes,...) a un rôle prédominant dans le monde rural, avec un fort taux d'analphabétisme et vulnérabilité.

Cánovas del Castillo préside les premiers gouvernements de la Monarchie avec Alfonso XII. Les mesures qu'ils ont prises ont été: mettre un terme à la conflits de guerre (derniers foyers *cantonalistas*, guerre de Cuba, troisième guerre carliste. C'est pour ça qu´Alphonse XII est appelé "el pacificador"), l'approbation de mesures centralisatrices, la mise en place d'un nouveau tarif douanier qui marqua le triomphe du protectionnisme, le promulgation de la loi électorale de 1878 établissant le suffrage censitaire et l'adoption des mesures législatives qui restreignent les droits individuels établis dans le Constitution - liberté académique, liberté d'association, liberté d'expression.

En 1885, après la mort de Alfonso XII et la signature du "Pacte d'El Pardo", l'alternance a été consolidée. Avec la régence de Mª Cristina de Habsburgo a commencé un gouvernement libéral qui dure jusqu'en 1890 (Gobierno "largo" de Sagasta), et est caractérisé par son programme de réforme: Code de commerce (1885), Ley del jurado et Ley de asociaciones (1887), Código civil (1889), Ley del sufragio universal (1890).

La crise de la fin du siècle a été provoquée par la guerre d'indépendance de Cuba, qui a débuté en 1895 et s'est terminée par la défaite espagnole lors de la guerre hispano-américaine de 1898. Mais à l'intérieur, le terrorisme anarchiste a également joué un rôle important. avec le plus grand retentissement a eu lieu à Barcelone en 1896 lors du passage de la procession du Corpus Christi. La brutale répression policière aboutit au célèbre procès de Montjuic. Dans une atmosphère de protestation interne et internationale, le président Cánovas del Castillo est assassiné en 1897. Sagasta doit prendre la direction du gouvernement.

Comment s'est passée la perte des dernières colonies de l'empire espagnol à la fin du XIXe siècle ?

Le fait plus important de la régence de Mª Cristina de Habsburgo sera la perte des dernières colonies espagnoles : Cuba, Puerto Rico, Philippines. L'Espagne va perdre son immense empire colonial en trois étapes :

La guerre de Succession d'Espagne, de 1700 à 1714, à la suite de la mort sans descendance du dernier Habsbourg espagnol Charles II. La guerre donna naissance à la dynastie des Bourbons d'Espagne. Avec le traité d'Utrecht, l'Espagne perd toutes ses possessions européennes et Gibraltar.

Un siècle après, au début du 19ème siècle, les américains profitent de l'occupation de l'Espagne par Napoléon Ier en 1808 et le règne absolutiste de Fernando VII pour proclamer l'indépendance des pays d'Amérique latine.

Finalement, après la “guerra de diez años”, 1868-1878 et la paix de Zanjón (1878), l'absence de réformes (plus grande autonomie locale, fin de l'esclavage) a facilité le développement de l'anticolonialisme malgré la répression. José Rizal aux Philippines et José Martí à Cuba sont les figures clés du nationalisme indépendantiste philippin et cubain. À Cuba, la guerre a commencé en 1895, le soulèvement commence à l'est avec le “grito de Baire”. Martí meurt au début de la guerre et la direction est aux mains d'Antonio Maceo qui organise le premier gouvernement provisoire. L'Espagne envoie à Martínez Campos pour pacifier l'île. Sa politique de concessions et son refus de recourir à des mesures répressives n’ont pas d'efficacité; il est donc remplacé par le général Valeriano Weyler en 1896. Il renforça l'armée et, pour démoraliser la guérilla, entreprit une politique de concentration des paysans (femmes âgées et enfants) dans les lieux déterminés et gardés par des garnisons espagnoles. Ces mesures répressives ont été condamnées par les États-Unis, qui depuis 1896 ont préparé de la presse une éventuelle intervention sur l'île pour mettre fin à la conflit et sauvegarder les intérêts économiques et stratégiques nord-américaines.

Les Américains avaient entamé des négociations pour acheter l'île et en 1896, mais le gouvernement espagnol l'a rejetée. En 1897, la concession de l'autonomie de l'île par le gouvernement de Sagasta arrive trop tard. Les cubains ne veulent que l'indépendance. Entre 1896 et 1897, il y a aussi des rébellions aux Philippines et à Porto Rico. L'explosion du Maine (février 1898), un navire de guerre ancré dans la baie de La Havane, pour protéger la vie et la propriété des Américains, provoque la mort de plus de 250 marins. La guerre est déclarée. La bataille navale hors le port de Santiago de Cuba montre les différences entre les deux forces armées.

En décembre 1898, la paix est signée à Paris. L'Espagne a renoncé à ses dernières colonies: Cuba, Porto Rico, les Philippines et les îles de Guam (océan Paciphique). En 1899, Espagne vend les îles de Mariannes, Carolines et Palau en Allemagne. C´est la fin de son empire colonial.

La perte des colonies, en plus des vies humaines (plus de 50.000 soldats espagnols meurent), la perte du ces marchés et le rapatriement des capitaux, supposent une crise psychologique et morale importante de la nation espagnole. El espiritu del 98 est la prise de conscience qu'il y a un retard important par rapport aux autres pays occidentaux. Le mouvement intellectuel du *Regeneracionismo* (avec l'oeuvre de Joaquín Costa) et la Generación del 98 (Unamuno, Baroja, Azorín, Machado, Carmen de Burgos) essayent de remédier le "decadencia de España". Pour beaucoup de ces auteurs, le seul moyen de sortir de cette décadence est de moderniser l'Espagne, de la rendre plus européenne. Dans le domaine philosophique et pédagogique, les idées de l'auteur allemand Krause trouvent un large écho. Le *krausismo* est à la base de l'expérience éducative la plus intéressante en Espagne dans la première moitié du XXe siècle, *la Escuela Libre de Enseñanza*, dirigée par Francisco Giner de los Ríos.